

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 23/025/2008 – ÉFAI

8 juillet 2008

AU 196/08 Craintes pour la sécurité / Homicides / Disparitions

COLOMBIE **Francisco Hurtado (h)**
« El Pipe » (h, identité réelle inconnue)
ainsi que les autres membres de communautés d'origine africaine vivant à Olaya Herrera,
dans le département de Nariño

Deux personnes tuées :
Willinton Riascos (h)
Tailor Ortiz (h)

Deux hommes ont été victimes d'une disparition forcée et deux autres tués par des paramilitaires dans la municipalité d'Olaya Herrera du département de Nariño, dans le sud-ouest de la Colombie. Une poussée de violence paramilitaire pousse les habitants des environs, issus pour la plupart de communautés d'origine africaine, à fuir leur foyer par crainte de mourir.

Le 14 juin, des membres des Milices paysannes d'autodéfense de Nariño (ACN), un groupe paramilitaire, ont fait irruption à San José de la Turbia, un hameau de la municipalité d'Olaya Herrera. Ils ont séparé les hommes des femmes et les ont forcés à se tenir debout devant l'église. Les paramilitaires les ont avertis que la marine colombienne se trouvait à proximité et qu'ils travaillaient ensemble. Ils ont ensuite appelé Tailor Ortiz, un membre de la communauté. Lorsque celui-ci a levé la main, les paramilitaires ont lancé : « *Celui-ci, on le tue tout de suite* ». Ils l'ont ligoté et, après avoir renvoyé toutes les femmes chez elles, y compris l'épouse de Tailor Ortiz, lui ont tiré trois balles dans la tête. Puis ils ont déclaré à ceux qui étaient présents : « *Ça, c'est pour que vous compreniez qu'on ne plaisante pas, on parle sérieusement. À chaque fois qu'on viendra, ce sera pour quelqu'un d'autre.* » Il s'agit du dernier cas en date d'une série d'homicides et d'enlèvements imputables aux ACN, qui opèrent dans la région depuis le mois d'avril. Le 15 juin, lendemain du meurtre de Tailor Ortiz, la plupart des 111 familles établies à San José de la Turbia ont quitté les lieux par crainte pour leur sécurité. Aucune n'a été en mesure de rentrer chez elle. D'autres hameaux de la municipalité continuent de se vider de leurs habitants du fait des opérations paramilitaires dans la région.

Le 5 juin, des membres des ACN, masqués pour certains, sont entrés dans San José de la Turbia, annonçant qu'ils venaient pour ceux qui entretenaient des liens avec le groupe de guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Ils ont forcé tous les hommes à se tenir devant l'église et leur ont déclaré : « *Si vous collaborez ou nous trahissez, on vous emmène [...]. N'essayez même pas de contacter ceux de l'armée parce qu'on les connaît, on coopère avec eux et ils nous disent qui sont les balances, on travaille ensemble [...]. Les fuyards fuient parce qu'ils ont des dettes et qu'ils ont des liens avec la guérilla.* » Les paramilitaires se sont ensuite saisis de Francisco Hurtado, qui figurait dans le groupe d'hommes, et l'ont accusé de soutenir la guérilla. Plus tard dans la journée, ils l'ont emmené de force. Il n'a pas été revu depuis.

Le 26 mai, des membres des ACN ont abattu Willinton Riascos à Bocas del Canal, un hameau voisin, parce qu'il n'avait pas obéi au « *Personne ne court, tous à terre* » qu'ils avaient lancé en entrant dans le village. Ils s'en sont ensuite pris à son compagnon, surnommé « *El Pipe* », le frappant à coups de crosse. Ils l'ont emmené en bateau en direction d'un campement paramilitaire situé à cinq minutes de bateau d'un poste militaire permanent maintenu par le 70^e régiment d'infanterie de marine. Malgré cela, on reste sans nouvelles d'« *El Pipe* ».

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis 1985, trois à quatre millions de personnes ont été contraintes à fuir leur domicile en raison des actions violentes de toutes les parties au conflit interne qui déchire la Colombie depuis de nombreuses années. Qu'il s'agisse des forces armées, des paramilitaires - qui opèrent souvent en coordination avec les forces de sécurité, ou avec leur assentiment - ou des mouvements de guérilla, tous se sont rendus responsables du déplacement forcé de civils. Les FARC sont déployés depuis quelques années dans le département de Nariño et auraient souvent pris pour cibles les membres de communautés d'origine africaine.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous inquiet pour la sécurité de Francisco Hurtado et d'« *El Pipe* », victimes d'une disparition forcée, ainsi que pour celle des habitants de la municipalité d'Olaya Herrera ;
- exhortez les autorités à prendre toutes les mesures de sécurité jugées appropriées par les personnes et les communautés menacées ;
- demandez qu'une enquête impartiale et exhaustive soit menée sur la disparition forcée de Francisco Hurtado et d'« *El Pipe* » et sur les meurtres de Willinton Riascos et de Tailor Ortiz, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- priez les autorités de prendre des mesures énergiques pour combattre et démanteler les groupes paramilitaires opérant dans la région et pour rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux nombreuses recommandations des Nations unies ;
- exhortez-les à prendre des dispositions pour assurer la sécurité des personnes déplacées dans la région ;
- invitez les autorités à veiller à ce que ces personnes bénéficient de tout le soutien nécessaire pendant qu'elles vivent hors de leur foyer et à garantir qu'elles ne seront pas contraintes à retourner chez elles si elles estiment courir un danger.

APPELS À :

Président

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890

Formule d'appel : **Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président de la République,**

Ministre de la Défense :

Dr. Juan Manuel Santos

Avenida El Dorado, Carrera 52 OFI. 217, Centro Administrativo Nacional (CAN), Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 266 0351

Formule d'appel : **Estimado Dr. Santos, / Monsieur le Ministre,**

Procureur général :

Dr. Mario Germán Iguarán Arana

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación

Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán No. 52-01) Bloque C, Piso 4, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message préenregistré en espagnol vous indique alors de composer le numéro de poste 2017)

Formule d'appel : **Estimado Sr. Fiscal, / Monsieur le Procureur général,**

COPIES À :

Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :

Justicia y Paz Intereclesial

Calle 61 A, No. 17-26, Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 19 AOÛT 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.